

<https://www.snetap-fsu.fr/PLANEVAL-Un-outil-tres-chronophage-qui-doit-devenir-plus-operant.html>



PLANÉVAL : Un outil très chronophage qui doit devenir plus opérant !

- Pédagogie - Autres dossiers pédagogie -

Date de mise en ligne : mardi 16 janvier 2024

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH171/plan-eval-6d7d1.png>

Le jeudi 11 janvier 2024, le secteur Pédagogie et Vie Scolaire du SNETAP-FSU a organisé un groupe de travail interne en mode hybride sur la nouvelle application PLANÉVAL (version 1) et ses conséquences. Il a réuni des enseignant-es coordonnateurs-trices de filières ou pas, des Président-es de jury, des secrétaires administratives qui ont partagé leurs retours d'expérience sur son déploiement dans leurs établissements.

Qu'est-ce que PLANÉVAL ?

Pour rappel, PLANÉVAL a remplacé le module [CCF](#) de l'application LIBELLULE dès la rentrée scolaire 2023-2024. LIBELLULE était un outil ancien, parfois peu ergonomique et avec de nombreuses limites mais qui remplissait un certain nombre de fonctions. On peut regretter qu'un bilan des atouts et limites n'ait pas été réalisé et on s'interroge à minima sur le panel de collègues qui a été consulté pour produire l'analyse des besoins de ce nouvel outil.

PLANÉVAL se veut être un outil de gestion des Plans d'Évaluation Prévisionnels des formations du MASA. Cet outil fait l'objet d'un développement d'un outil d'un prestataire confié au CNERTA de Dijon. Il est le passage obligé de la mise en place des PEP depuis septembre 2023 pour les formations [CAPA](#), les Bacs Professionnels agricoles, le Bac Technologique STAV (à terme) et les [BTSA](#).

Les acteurs-trices de cet outil sont multiples : les chef-fes d'établissement qui valident, les gestionnaires administratifs, les utilisateurs-trices comme les coordonnateurs-trices de formation et les évaluateurs-trices. Les président-es adjoint-es de jury sont aussi en lien direct après l'attribution des suivis des formations de l'établissement.

Des informations mais pas de formation. Une mise en œuvre trop rapide ?

Pour rappel, seules des présentations à l'occasion de webinaires ont été effectuées sur mai-juin 2023. Si une Foire Aux Questions est également disponible sur CHLOROFIL pour la mise à niveau des utilisateurs-trices, les PAJ n'ont jamais réellement testé l'outil avant la mise en application concrète. Ils-Elles n'ont reçu qu'une information à la fin de l'année scolaire 2023.

Les équipes se sont donc retrouvées à mettre en place, sur une échéance très courte, un outil non finalisé (évolutions prévues mais qui sont toujours sources de déstabilisation). Trop peu de formations concrètes et opérationnelles ont été proposées. Chacun-e a découvert l'outil à son rythme, ce qui a entraîné une déperdition d'énergie et temps avec de plus des lourdeurs quant à la possibilité de retour en arrière pour des saisies erronées (obligation de déverrouiller la saisie par le PAJ !). Le process est beaucoup trop complexe !

Des président-es adjoint-es de jury, des enseignant-es qui s'interrogent

Les personnels utilisateur-trices déplorent par exemple la discordance entre ce que prévoient les référentiels de diplômes (et notamment de certification) et l'outil qui parle de « natures d'évaluations » et non pas de modes d'évaluations. De la même façon, les fiches épreuves n'existent plus. Il semble également que le CNERTA n'ait pas prévu la modalité "évaluations de groupe" pour un CCF et refuse même de la mettre en place alors que les référentiels de certification le permettent.

Quant aux coordonnateurs-trices, ils-elles soulignent le travail énorme et chronophage (certain-es collègues parlent de dizaines d'heures pour maîtriser l'outil) induit par l'application. Certain-es ont même été obligé-es de renoncer à saisir les plans d'évaluation, tant le travail leur paraissait insurmontable et ubuesque.

Des critiques nombreuses. Des manques.

Bien sûr, un outil qui se met en place est toujours confronté à un temps de mise en oeuvre, à des manques et quelques problèmes impensés. Cependant, dans une période de réforme des diplômes et de charge croissante pour les personnels et les établissements (qui gèrent de plus en plus les examens), la mise en place de PLANÉVAL peut être mal vécue.

Une des principales critiques remontées réside dans la lourdeur administrative de la gestion de l'outil. Ainsi, il semble difficile (impossible) à l'échelle de l'établissement, de supprimer/corriger une erreur sans l'intervention du CNERTA. De la même manière, un plan d'évaluation doit être refusé pour qu'une correction soit mise en place. Nos

PLANÉVAL : Un outil très chronophage qui doit devenir plus opérant !

collègues PAJ regrettent de ne pouvoir réaliser de validation partielle des plans d'évaluation.

Des modifications devront aussi être apportées pour permettre une meilleure gestion, dénomination des épreuves facultatives (en BAC PRO, par exemple) ou encore le coefficientage des situations d'évaluation.

Enfin, il semble également impossible d'imprimer, avec ce nouvel outil, tant le plan d'évaluation que le calendrier alors que Libellule le permettait.

Kidoifaire ?

C'est une question sensible sur ce dossier. Si l'outil prévoit un tableau KIKADROIT avec des accès réservés et différents, le rôle de chacun-e, leur modalité de connexion, la hiérarchie des preneurs de décision doivent être précisés.

Résultat de l'absence de maîtrise par de nombreux-ses acteurs-trices de l'outil : les collègues (quel que soit leur niveau d'intervention) sont confronté-s à des informations contradictoires, par exemple en provenance de leur D2 et du PAJ.

Ce qu'est aussi PLANÉVAL

PLANÉVAL, c'est aussi une poursuite de la numérisation de notre activité professionnelle, source de difficultés. Par ces échanges sur PLANÉVAL, nous avons également abordé la question de la numérisation de nos activités (ici administratives) et la fragilisation de celles-ci, sources de risques psychosociaux quand nous ne maîtrisons pas le fonctionnement, les aménagements d'un outil, ses éventuels dysfonctionnements, ses éventuelles incohérences vis-à-vis d'autres dispositifs et la dépendance qu'il crée par rapport aux structures extérieures à notre communauté de travail de proximité.

Avec PLANÉVAL, le rôle du PAJ est aussi questionné. En effet, nos collègues avaient notamment pour rôle de vérifier la dimension réglementaire des plans d'évaluation, ce que fait aujourd'hui l'outil, pour partie.

Au regard de tous ces débats, le secteur Pédagogie et Vie Scolaire va saisir la [DGER](#) dans les prochaines semaines afin d'obtenir des réponses aux interrogations légitimes des collègues.